

L'agence est le responsable du traitement, au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité, à l'égard des données à caractère personnel, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, qu'elle traite dans le cadre de sa mission, énoncée à l'article 4 du présent décret, et de ses tâches, énoncées à l'article 5 du présent décret.

Si des communes ou des centres publics d'action sociale sont impliqués dans le traitement des données, un contrat de sous-traitance tel que mentionné à l'article 28, point 3, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité est conclu avec l'agence. Ce contrat de sous-traitance définit explicitement les personnes impliquées dans le traitement des données.

Les données à caractère personnel, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont conservées par l'agence jusqu'à cinq ans après la clôture du dossier du ménage.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités d'enregistrement et de traitement des données. ».

**Art. 8.** L'article 11 du même décret est complété par le membre de phrase « et des allocations dans le cadre de la politique familiale locale, dans le cadre d'un accord de coopération tel que mentionné à l'article 6, alinéa 2 ».

**Art. 9.** L'article 13 du même décret, modifié par le décret du 21 mai 2021, est complété par les mots « à l'exception de l'affectation des allocations locales dans le cadre de la politique familiale ».

**Art. 10.** Dans l'article 21 du même décret, modifié par le décret du 21 mai 2021, les mots « L'agence fait annuellement rapport » sont remplacés par le membre de phrase « À l'exception des plaintes sur les allocations dans le cadre de la politique familiale locale, l'agence fait annuellement rapport ».

**Art. 11.** L'article 23, alinéa 2, du même décret est complété par un point 5°, rédigé comme suit :

« 5° les tâches confiées à l'agence dans le cadre d'un accord de coopération tel que mentionné à l'article 6, alinéa 2. ».

**Art. 12.** L'article 24 du même décret est complété par un point 10°, rédigé comme suit :

« 10° des crédits accordés par les communes et les centres publics d'action sociale en exécution d'un accord de coopération tel que mentionné à l'article 6, alinéa 2. ».

**Art. 13.** Dans l'article 25 du même décret, les mots « Le Gouvernement flamand peut » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement flamand et les communes et centres publics d'action sociale peuvent ».

**Art. 14.** Dans l'article 28, 4° du même décret, le membre de phrase « alinéa 3 » est remplacé par le membre de phrase « alinéa 4 ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 novembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Pour la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille, absente,  
le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,

B. DALLE

—  
Note

*Session 2022-2023*

Documents : - Projet de décret : 1388 - N° 1 - Amendements : 1388 - N° 2

- Rapport : 1388 - N° 3

- Texte adopté en séance plénière : 1388 - N° 4

Annales - Discussion et adoption : Séance du 9 novembre 2022.

---

## VLAAMSE OVERHEID

[C - 2022/42986]

### 2 DECEMBER 2022. — Decreet over de overname van de personeelsleden van het Agentschap Integratie en Inburgering door het agentschap Facilitair Bedrijf (1)

Het VLAAMS PARLEMENT heeft aangenomen en Wij, REGERING, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### DECREET

**over de overname van de personeelsleden van het Agentschap Integratie en Inburgering door het agentschap Facilitair Bedrijf**

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een gewestaangelegenheid.

**Art. 2.** In dit artikel wordt verstaan onder:

1° agentschap Facilitair Bedrijf: het agentschap Facilitair Bedrijf, vermeld in artikel 2 van het besluit van de Vlaamse Regering van 11 juni 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap "agentschap Facilitair Bedrijf", gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 4 juli 2014 houdende de overdracht van de bevoegdheden, taken en personeelsleden van de entiteit e-government en ICT-Beheer aan het agentschap Facilitair Bedrijf en het beheer van de DAB Informatie Vlaanderen;

2° Agentschap Integratie en Inburgering: het Agentschap Integratie en Inburgering, vermeld in artikel 16 van het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid.

De personeelsleden van het Agentschap Integratie en Inburgering kunnen door het agentschap Facilitair Bedrijf worden overgenomen onder de voorwaarden die de Vlaamse Regering bepaalt.

Als bij de overname van de personeelsleden, vermeld in het tweede lid, blijkt dat ze een hogere geldelijke verloning krijgen dan de verloning die voor dezelfde functie bij het agentschap Facilitair Bedrijf van toepassing is, behouden de betrokken personeelsleden de verloning die op het moment van de overname geldt, zonder afbreuk te doen aan de wettelijke mechanismen voor de aanpassing van de lonen aan de evolutie van de consumptieprijzen, tot op het ogenblik dat de verloning overeenstemt met de lonen die gelden voor dezelfde functie. Als dezelfde functie niet bij het agentschap Facilitair Bedrijf bestaat, bepaalt de Vlaamse Regering de salarisschalen van de personeelsleden, vermeld in het tweede lid.

De personeelsleden, vermeld in het tweede lid, kunnen alleen worden overgenomen als ze slagen voor een objectieve selectieproef. De Vlaamse Regering stelt de voorwaarden vast voor de objectieve selectieproef.

**Art. 3.** Dit decreet treedt in werking op een datum die de Vlaamse Regering vaststelt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 december 2022.

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
De Vlaamse minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management,  
J. JAMBON  
De Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Bestuurszaken, Inburgering en Gelijke Kansen,  
B. SOMERS

—  
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Documenten: – Ontwerp van decreet : 1422 – Nr. 1

– Verslag : 1422 – Nr. 2

– Tekst aangenomen door de plenaire vergadering : 1422 – Nr. 3

Handelingen – Bespreking en aanneming: Vergadering van 30 november 2022.

—————  
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/42986]

**2 DECEMBRE 2022. — Décret relatif à la reprise des membres du personnel de l'Agence de l'Intégration et de l'Insertion civique par l'Agence de Gestion des Infrastructures (1)**

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

**DÉCRET**

**relatif à la reprise des membres du personnel de l'Agence de l'Intégration et de l'Insertion civique par l'Agence de Gestion des Infrastructures**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière régionale.

**Art. 2.** Dans le présent article, on entend par :

1° Agence de Gestion des Infrastructures : l'Agence de Gestion des Infrastructures, visée à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 juin 2004 portant création de l'agence autonomisée interne « agentschap Facilitair Bedrijf » (Agence de Gestion facilitaire), modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juillet 2014 portant transfert des compétences, des tâches et des membres du personnel de l'entité e-government et Gestion ICT à l'Agence de Gestion facilitaire et la gestion du SGS Flandre Information ;

2° Agence de l'Intégration et de l'Insertion civique : l'Agence de l'Intégration et de l'Insertion civique, visée à l'article 16 du décret du 7 juin 2013 relatif à la politique flamande d'intégration et d'insertion civique.

Les membres du personnel de l'Agence de l'Intégration et de l'Insertion civique peuvent être repris par l'Agence de Gestion des Infrastructures aux conditions déterminées par le Gouvernement flamand.

S'il s'avère lors de la reprise des membres du personnel visés à l'alinéa 2, que leur récompense pécuniaire est supérieure à celle applicable auprès de l'Agence de Gestion des Infrastructures pour une même fonction, les membres du personnel concernés maintiennent la récompense applicable au moment de la reprise, sans préjudice des mécanismes légaux d'ajustement des salaires à l'évolution des prix à la consommation, jusqu'au moment où la récompense correspond à celle applicable à une même fonction. Si la même fonction n'existe pas auprès de l'Agence de Gestion des Infrastructures, le Gouvernement flamand arrête les échelles de traitement des membres du personnel visés à l'alinéa 2.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 2 ne peuvent être repris qu'après avoir réussi une épreuve de sélection objective. Le Gouvernement flamand arrête les conditions de cette épreuve de sélection objective.

**Art. 3.** Le présent décret entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 2 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
le Ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, de la Numérisation et de la Gestion facilitaire,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique,  
de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,  
B. SOMERS

—————  
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents : – Projet de décret : 1422 - N° 1

– Rapport : 1422 - N° 2

– Texte adopté en séance plénière : 1422 - N° 3

Annales – Discussion et adoption : Séance du 30 novembre 2022.

—————  
**VLAAMSE OVERHEID**

[C – 2023/30123]

**23 DECEMBER 2022. — Décret tot wijziging van artikel 8.2.2 van het Energiedecreet, wat de verbouwening voor werken aan gemene delen betreft (1)**

Het VLAAMS PARLEMENT heeft aangenomen en Wij, REGERING, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Décret tot wijziging van artikel 8.2.2 van het Energiedecreet, wat de verbouwening voor werken aan gemene delen betreft**

**Artikel 1.** Dit décret regelt een gewestaangelegenheid.

**Art. 2.** Aan artikel 8.2.2, §1, eerste lid, 1°, van het Energiedecreet van 8 mei 2009, ingevoegd bij het décret van 19 december 2014 en gewijzigd bij de decreten van 16 november 2018, 30 oktober 2020 en 6 mei 2022, wordt de zinsnede „, of voor de financiering van investeringen aan de gemene delen van het gebouw waartoe een privéwoning waarvan ze eigenaar zijn, behoort” toegevoegd.

Kondigen dit décret af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 december 2022.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme,

Z. DEMIR

De Vlaamse minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed,

M. DIEPENDAELE

—————  
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Documenten:

– Voorstel van décret : 1515 – Nr. 1

– Tekst aangenomen door de plenaire vergadering : 1515 – Nr. 2

Handelingen - Bespreking en aanneming: Vergaderingen van 21 december 2022.

—————  
**TRADUCTION**

**AUTORITE FLAMANDE**

[C – 2023/30123]

**23 DECEMBRE 2022. — Décret modifiant l'article 8.2.2 du décret sur l'Énergie, en ce qui concerne le prêt rénovation pour les travaux aux parties communes (1)**

Le PARLEMENT FLAMAND a adopté et Nous, GOUVERNEMENT, sanctionnons ce qui suit :

**Décret modifiant l'article 8.2.2 du Décret sur l'Énergie, en ce qui concerne le prêt rénovation pour les travaux aux parties communes**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière régionale.

**Art. 2.** L'article 8.2.2, § 1er, alinéa 1er, 1°, du Décret sur l'Énergie du 8 mai 2009, inséré par le décret du 19 décembre 2014 et modifié par les décrets des 16 novembre 2018, 30 octobre 2020 et 6 mai 2022, est complété par le membre de phrase « , ou pour le financement d'investissements dans les parties communes du bâtiment auquel appartient une habitation privée dont ils sont propriétaires ».